

BVGer D-4667/2022 vom 26. September 2022

Bundesverwaltungsgericht, 2022-09-26, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_D-4667_2022_d20220926

FR: TAF D-4667/2022 du 26 septembre 2022

IT: TAF D-4667/2022 del 26 settembre 2022

Regeste

Asile et renvoi | Asile et renvoi; décision du SEM du 26 septembre 2022

Erwägungen

E. 17

avril 2022, que, dans sa décision du 26 septembre 2022, le SEM a considéré que les motifs invoqués par l'intéressé ne satisfaisaient pas aux conditions

D-4667/2022 Page 6 requises pour la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'art. 3 LAsi, qu'il a d'abord répertorié les divers emplois que A._____ avait occupés dans l'enseignement, tout en ajoutant que le prénommé avait également été actif dans les domaines de (...) et de (...), qu'il a ensuite relevé que les postes liés au mouvement « Gülen » avaient été occupés par le requérant de manière intermittente et – en partie – informelle, et ne s'avéraient pas particulièrement exposés dans l'organisation dudit mouvement, qu'en outre, il a retenu que A._____ n'avait jamais eu de contact personnel et direct avec les autorités turques, de même qu'aucune procédure n'avait été ouverte à son encontre, qu'il a également souligné que le prénommé avait quitté en toute légalité la Turquie pour B._____, en février 2017, soit plus de sept mois après la tentative de coup d'Etat de juillet 2016, que, fort de ces constatations, il a considéré qu'aucun indice concret ne laissait supposer que le requérant ait pu susciter l'intérêt des autorités turques avant ou après son départ de Turquie en 2017, qu'il en a déduit que les craintes de A._____ d'être dans le viseur de celles-ci se limitaient en fin de compte à de pures hypothèses, formulées sur la base de la situation générale régnant dans ce pays, ainsi que sur la répression qu'auraient subie certaines personnes auxquelles il se serait comparé, que, dans son recours du 14 octobre 2022, le prénommé a pour l'essentiel reproché au SEM de n'avoir pas apprécié correctement ses motifs d'asile sous l'angle de l'art. 3 LAsi, soulignant en particulier que sa crainte de persécution future relative à ses relations avec le mouvement « Gülen » était bel et bien objectivement fondée, dans la mesure où toutes les personnes ayant exercé des activités au profit de ce mouvement avaient été ou étaient touchées par la répression des autorités turques, qu'en l'espèce, le Tribunal observe d'emblée que A._____ n'a pas allégué avoir, par le passé, personnellement subi de préjudices, de quelque nature que ce soit, de la part aussi bien des autorités que de tiers,

D-4667/2022 Page 7 qu'il se prévaut uniquement d'une crainte de persécution future, en lien avec ses activités professionnelles exercées au sein d'institutions proches du mouvement « Gülen », qu'il ne ressort toutefois de l'ensemble des pièces du dossier aucun indice concret et suffisant, à savoir objectivement fondé, permettant de corroborer sa crainte d'être dans le collimateur des autorités turques pour les raisons précitées, qu'à cet égard, c'est à juste titre que le SEM a nié l'existence d'une telle crainte, au motif que, d'une part,

les activités professionnelles en lien avec le mouvement « Gülen » avaient été exercées par A. _____ de manière sporadique et en partie informelle, et n'étaient pas particulièrement exposées au sein dudit mouvement, et, d'autre part, le prénommé avait quitté légalement la Turquie en février 2017 – soit plusieurs mois après la tentative de coup d'Etat de juillet 2016 – et n'avait jamais été en contact avec les autorités turques ni n'avait fait l'objet d'une quelconque procédure pénale (cf. consid. II p. 3 de la décision attaquée), qu'en outre, A. _____ n'a pas été en mesure de décrire de manière claire, précise et élaborée les éléments qui l'auraient poussé à quitter définitivement la Turquie, faisant valoir pour l'essentiel « qu'il ressentait que le danger arrivait à petits pas vers lui » et que « dès qu'il commençait à parler aux gens, ils le regardaient comme s'il était un terroriste » (cf. audition sur les motifs du 17 août 2022, question 33 p. 10), qu'à l'appui de son recours, il n'a pas non plus apporté le moindre faisceau d'indices concrets et tangibles qu'en cas de retour en Turquie, il serait personnellement confronté à un risque de préjudices, au motif qu'il aurait attiré l'attention des autorités en raison de son parcours professionnel, bien au contraire, qu'en effet, il a admis tant l'intermittence et l'informalité de ses emplois liés au mouvement « Gülen » que l'absence de contact direct et personnel avec les autorités de son pays d'origine et de procédure ouverte à son encontre (cf. mémoire de recours p. 1 et 5), qu'enfin, son départ légal du pays intervenu plusieurs mois après le coup d'Etat de juillet 2016, par la voie aérienne – et donc la plus contrôlée qui soit – de surcroît, démontre à l'envi qu'il n'était pas dans le collimateur des autorités au moment de quitter la Turquie,

D-4667/2022 Page 8 que les nombreux extraits de presse tirés d'Internet et cités dans le recours ne sauraient modifier cette appréciation, dans la mesure où ils se rapportent à la répression générale des autorités turques à l'égard des « Gülenistes » et non pas au recourant en particulier, qu'en fin de compte, la crainte de A. _____ se résumant à de pures conjectures, elle n'est pas suffisante pour fonder objectivement un risque de persécution future au sens de l'art. 3 LAsi, que, pour le surplus, il convient, dans le cadre d'une motivation sommaire, de renvoyer aux considérants de la décision attaquée, dès lors que ceux-ci sont suffisamment explicites et motivés (art. 109 al. 3 LTF, par renvoi de l'art. 4 PA), les arguments du recours se limitant d'ailleurs à de simples affirmations ou suppositions corroborées par aucun élément concret et tangible, qu'au vu de ce qui précède, le recours, en tant qu'il porte sur la reconnaissance de la qualité de réfugié et l'octroi de l'asile, est rejeté, qu'aucune des conditions de l'art. 32 de l'ordonnance 1 du 11 août 1999 sur l'asile relative à la procédure (OA 1, RS 142.311) n'étant réalisée en l'espèce, en l'absence notamment d'un droit du recourant à une autorisation de séjour ou d'établissement, le Tribunal est tenu de confirmer le renvoi (art. 44 LAsi), que l'exécution de cette mesure est ordonnée si elle est licite, raisonnablement exigible et possible (art. 83 al. 1 à 4 LEI [RS 142.20]), que l'exécution du renvoi ne contrevient pas au principe de non-refoulement de l'art. 5 LAsi, le recourant n'ayant pas démontré, pour les motifs retenus ci-avant, qu'il serait, en cas de retour dans son pays, exposé à de sérieux préjudices au sens de l'art. 3 LAsi, que, pour les mêmes raisons, il n'y a pas lieu d'admettre qu'il existerait pour lui un véritable risque concret et sérieux d'être victime, en cas de retour dans son pays d'origine, de traitements inhumains ou dégradants (art. 3 CEDH et art. 3 de la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants [Conv. torture, RS 0.105]), que l'exécution du renvoi s'avère donc licite (art. 83 al. 3 LEI ; cf. ATAF 2014/28 consid. 11),

D-4667/2022 Page 9 qu'elle est également raisonnablement exigible (art. 83 al. 4 LEI ; cf. ATAF 2011/50 consid. 8.1■8.3 et jurisp. cit.), dans la mesure où elle ne fait pas apparaître, en l'espèce, une mise en danger concrète du recourant, que la Turquie, même si la situation sur le plan politique et des droits humains s'est certes considérablement détériorée ces dernières années, il n'en demeure pas moins que cet Etat ne connaît pas, sur l'ensemble de son territoire, une situation de guerre, de guerre civile ou de violence généralisée, qui permettrait d'emblée – et indépendamment des circonstances du cas d'espèce – de présumer, à propos de tous les ressortissants du pays, l'existence d'une mise en danger concrète au sens de la disposition précitée, que le recourant, originaire de D._____, ne provient pas d'une des provinces les plus touchées par le tremblement de terre du 6 février 2023, qu'il ne ressort pas non plus du dossier que l'intéressé pourrait être mis sérieusement en danger pour des motifs qui lui seraient propres, qu'en effet, il est dans la pleine force de l'âge, célibataire, sans charge familiale et n'a pas allégué, a fortiori démontré, souffrir de problèmes de santé, qu'en outre, bénéficiant de qualifications professionnelles de haut niveau (études universitaires en [...] et [...]) et de multiples expériences professionnelles, en particulier dans (...) et (...), il est manifestement en mesure de subvenir à ses besoins, qu'il dispose également d'un réseau familial et social dans son pays d'origine, en particulier plusieurs frères et sœurs avec qui il est toujours resté en contact (cf. audition sur les motifs, questions 15 et 16 p. 5), qu'au vu de ce qui précède, c'est à bon droit que le SEM a considéré que l'exécution du renvoi était raisonnablement exigible, que l'exécution du renvoi est enfin possible (art. 83 al. 2 LEI ; (cf. ATAF 2008/34 consid. 12 et jurisp. cit.), le recourant étant en possession d'un passeport turc en cours de validité, lui permettant sans nul doute de rentrer en Turquie, que le recours, en tant qu'il porte sur le renvoi et l'exécution de cette mesure, doit ainsi également être rejeté,

D-4667/2022 Page 10 que le recours s'avérant manifestement infondé, il l'est dans une procédure à juge unique, avec l'approbation d'un second juge (art. 111 let. e LAsi), qu'il est dès lors renoncé à un échange d'écritures, le présent arrêt n'étant motivé que sommairement (art. 111a al. 1 et 2 LAsi), que, vu l'issue de la cause, il y a lieu de mettre les frais de procédure à la charge du recourant, conformément aux art. 63 al. 1 PA et art. 2 et 3 let. a du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral (FITAF, RS 173.320.2),

(dispositif page suivante)

D-4667/2022 Page 11 le Tribunal administratif fédéral prononce :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.